

# **Le découpage électoral sous la V<sup>e</sup> République**

## ***Entre logiques partisans et intérêts parlementaires***

**Thomas Ehrhard**

Thèse pour l'obtention du doctorat en science politique de l'Université Paris II Panthéon Assas

Présentée et soutenue publiquement le 27 novembre 2014

*Mention Très honorable avec les félicitations du jury, à l'unanimité,  
autorisation de publication et proposition pour les prix de thèse*

Jury :

**M. Xavier Crettiez**, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin, Rapporteur

**M. Ilvo Diamanti**, Professeur ordinaire à l'Université d'Urbino, Examineur

**M. Michel Hastings**, Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Lille, Rapporteur

**M. Hugues Portelli**, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas, Directeur de thèse

**Mme. Sylvie Strudel**, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas, Présidente du jury

**M. Jean-Michel De Waele**, Professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles, Examineur

**Résumé.** La thèse propose une étude de sociologie politique à partir du découpage électoral des circonscriptions législatives sous la V<sup>e</sup> République (1958, 1986, 2010). En raison du délaissement de cet objet de recherche par la science politique française, au contraire de la science politique internationale, la recherche a dû répondre à un double enjeu méthodologique et théorique. Un cadre d'analyse et un protocole de recherche ont été construits pour concevoir l'objet dans ses deux aspects (réalisation et conséquences) et dépasser les approches et critiques usuelles que le découpage électoral peut connaître. La thèse s'inscrit dans le domaine des études électorales tout en utilisant d'autres sous-disciplines dont l'apport est mis à profit pour l'étude du processus, des acteurs, des institutions et des circonscriptions. Le rôle et l'action du politique sont au centre des enjeux de recherche posés par le sujet avec, par exemple, les notions « d'arbitraire » et « d'avantage partisan » relatives à l'élaboration de la carte électorale et à son influence sur les résultats électoraux.

La réflexion centrale de la thèse est construite autour de la problématique suivante : « le découpage électoral est-il un outil politique utilisé à des fins électoralistes en faveur de la majorité ou du parti qui le réalise, permettant des gains électoraux tangibles ? ». La thèse est organisée en deux parties avec l'étude de la réalisation du découpage et ensuite d'analyse de ses conséquences politiques et électorales. Cette recherche est fondée sur une approche croisée combinant notamment politiques publiques, *legislative studies*, *electoral engineering*, analyse statistique, en utilisant les apports des concepts et outils comme ceux du néo-institutionnalisme, de la comparaison, du choix rationnel, de la théorie des réformes électorales.

Les résultats de recherche démontrent que les prismes partisans liés à la rationalité ne permettent pas de comprendre et d'étudier avec pertinence la réalisation et l'esprit des découpages électoraux. Ils échouent à saisir les logiques et déterminants les plus essentiels des découpages. La temporalité, la diversité des acteurs, la forte influence des députés et les nombreuses contraintes (subies par le découpeur) permettent d'expliquer au mieux l'absence de découpage à intervalles réguliers,

l'élaboration de la carte électorale et son contrôle. Par un ensemble de variables, il est démontré que les processus de découpage répondent à des logiques intra- partisans et des intérêts inter-parlementaires plus qu'ils ne sont réalisés en faveur de la majorité qui découpe.

L'étude empirique comparée des trois découpages électoraux, entre eux et par rapport à l'ensemble des résultats des scrutins législatifs de la V<sup>e</sup> République, valide les conclusions formulées suite à l'étude du processus. Les tests réalisés montrent que l'égalité quantitative respecte les critères constitutionnels mais qu'elle reste relative et diffère selon les critères retenus. Concernant les conséquences électorales, il est démontré que celles à l'avantage de la majorité sont résiduelles. Afin de ne pas construire la démonstration uniquement sur des résultats électoraux – qui peuvent différer de l'intentionnalité prévue lors des délimitations –, une analyse empirique des circonscriptions modifiées par le découpage de 2010 a été réalisée en fonction de la couleur politique des cantons transférés. Ces résultats corroborent les précédents et mettent en évidence une « illusion du pouvoir » qui entoure l'action de découper. Celle-ci est caractérisée premièrement par la corrélation relative entre les résultats attendus et ceux survenus, deuxièmement, par l'absence de biais partisan ou de conséquence sur la compétition partisane à l'avantage de la majorité et, troisièmement, par des délimitations et des résultats à l'avantage des parlementaires avant de l'être pour les partis ou la majorité. Ces trois caractéristiques s'expliquent par des causes propres au processus mais aussi par des déterminants liés aux élections (mode de scrutin, participation, volatilité électorale, etc.).

Ainsi, le découpage électoral n'est pas un facteur explicatif suffisant, autonome et déterminant des résultats électoraux. Les circonscriptions sont insérées dans un ensemble contextuel, conjoncturel et structurel qui construit les résultats électoraux pour une large part.

Cependant, nos conclusions ne tendent pas à affirmer que les découpages n'ont pas d'effets propres et perceptibles sur un temps long. En effet, ils participent à structurer la compétition électorale par la création de circonscriptions disputées ou non, même si, sur ce point également, ils subissent le poids de variables démographiques et géographiques. Ainsi, selon les configurations locales, ils tendent à respecter et encadrer la préexistence d'homogénéité (ou hétérogénéité) partisane sur un territoire donné, qu'ils peuvent toutefois tenter de renforcer ou d'affaiblir par les délimitations. Sur ce point également, la logique interparlementaire prime sur celle partisane ce qui coïncide avec les délimitations observées, visant à renforcer les circonscriptions et les parlementaires (par l'augmentation de leur chance de victoire), plutôt que les partis politiques (par l'augmentation du nombre de sièges remportés, avec une faible marge).

En parallèle à ces résultats, la thèse comprend plusieurs mises en perspective. Il s'agit, par exemple, d'une déconstruction des critiques axées sur le rôle du gouvernement dans le processus afin de montrer comment la représentation cognitive du découpage est une dimension contraignante qui influence la réalisation sans, toutefois, être construite à partir d'éléments tangibles et vérifiés. Il s'agit également d'approfondissements méthodologiques et épistémologiques au travers de questions apparues lors de l'élaboration du protocole de recherche ou des tentatives de théorisation. Des propositions, notamment, en faveur d'une formalisation renforcée dans les études électorales, pour un recours politiste et maîtrisé au langage non naturel et à la mathématisation, ou encore sur le croisement des sous-disciplines, sont soutenues à partir des éléments concrets de cette recherche.